

J'aimerais aborder trois grands secteurs cet après-midi. Tout d'abord, je compte faire en sorte que la politique étrangère du Canada insiste encore davantage que par le passé sur les questions des droits de la personne. Je crois fermement que la façon dont nous traitons nos semblables est la pierre de touche de la civilisation. Aussi bien au Canada que dans la communauté internationale, les vœux pieux sur les droits de la personne ne manquent pas. Les transgressions flagrantes de ces droits ne manquent pas non plus. Les longs antécédents du parti auquel j'appartiens montrent qu'il s'est toujours soucie des droits de la personne. C'est un sentiment auquel j'entends donner corps sur le front international, tout comme mes collègues et moi entendons continuer à lutter contre les inégalités dans notre propre société.

Cela ne sera pas la première fois que le Canada prendra fermement position contre les violations flagrantes des droits de la personne du genre de celles qui découlent de la politique d'apartheid pratiquée en Afrique du Sud. Nous continuerons de les condamner avec la même vigueur. J'entends en outre user de ma position pour effectuer des démarches directes auprès des gouvernements dans les cas de dénis de justice. Il n'est un secret pour personne que j'ai déjà intercédé de cette façon à plus d'une reprise. Tout dernièrement, je me suis occupée du cas de Ida Nudel, à qui ses tentatives d'émigration d'Union soviétique ont valu l'exil en Sibérie. Même si je le voulais, il me serait impossible d'intervenir dans chaque cas de ce genre. Mais j'ai choisi de faire de représentations pour Ida Nudel pour des raisons humanitaires; sa santé se détériore rapidement et les conditions de son emprisonnement en Sibérie sont particulièrement cruelles. Elle est la victime impuissante d'une punition qui dépasse de loin le "crime" dont elle est accusée.

Dans une optique plus vaste, nous veillerons à déceler les transgressions à des accords internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'accord d'Helsinki.

Le deuxième secteur que j'aimerais aborder est celui de la participation de la population à la politique étrangère. J'ai la profonde conviction que plus nous parviendrons à faire participer les citoyens à tous les aspects de l'élaboration de la politique du gouvernement, meilleur sera notre gouvernement. Il y a quelques minutes, j'ai parlé du rôle accru que nous avons l'intention de